

Commission nationale pour la protection des données - Bilan et compte de profits et pertes au 31 décembre 2017.

(Montants en Euros)

Publication prévue au paragraphe (3) de l'article 37 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

Rapport de gestion relatif aux comptes de l'exercice 2017

Dépenses

Pour la CNPD l'année 2017 a été laborieuse et marquée par l'approche de la date butoir du 25 mai 2018, date de l'entrée en application du nouveau règlement européen pour la protection des données (RGPD), qui marquera pour l'avenir sa façon de fonctionner.

Déjà pour l'année 2017, le budget de la CNPD laissait percevoir des changements alors que la dotation autorisée de 2 386 726 € était de l'ordre d'environ 16 % supérieure à celle autorisée en 2016, qui était de 2 050 922 €. Les fonds supplémentaires étaient essentiellement destinés au recrutement d'effectifs supplémentaires et à couvrir les frais de fonctionnement occasionnés par une commission en expansion.

Le total des frais de fonctionnement de l'établissement public au cours de l'exercice 2017 s'élevaient à 2 531 584,32 € ce qui constitue une augmentation de 17 % par rapport à l'exercice précédent qui s'élevait à 2 162 430,24 €. Le total des frais de fonctionnement ne dépasse donc que légèrement le montant des prévisions budgétaires originaires estimées à 2 517 926 €. Ce chiffre dépasse certes celui de la dotation autorisée, mais est repris par les recettes sur les redevances qui servent essentiellement à payer les traitements des collaborateurs de la CNPD bien qu'elles ne les couvrent nullement entièrement et qu'elles ont vocation à disparaître avec la réforme qui abolira les formalités préalables et par conséquent les redevances.

Ce sont essentiellement les charges relatives au personnel permanent et temporaire qui ont augmenté sensiblement, pour atteindre 2 257 695,91 € en 2017 comparés à 2 086 622 € en 2016. Les dépenses réelles dépassaient ainsi les prévisions budgétaires estimées à 2 055 000 € d'environ 10 %.

Ainsi, la CNPD a engagé en début d'année une juriste employée de l'État et une deuxième en automne, suite au départ d'un collaborateur. De même, un chargé d'études informaticien a rejoint les effectifs de la CNPD. Par ailleurs, deux experts externes associés aux travaux de la CNPD en début d'année, ont été intégrés aux effectifs du personnel de la CNPD en cours d'année dont une juriste et un chargé d'études informaticien. Il ne va pas sans dire que la CNPD s'est également doté d'un nouvel commissaire-informaticien avec effet au 1^{er} janvier 2017 alors que le précédent avait démissionné avec effet au 1^{er} septembre 2016. En fin de compte, la CNPD a donc terminé l'année avec un effectif comportant quatre postes à temps plein supplémentaires, tous de la carrière de l'employé public. La dépense pour ces quatre postes a été en partie compensée par une dotation supplémentaire de 85 321 € pour deux postes pour employés publics de la carrière A1 pour chaque fois 6 mois. Reste à mentionner, qu'un fonctionnaire de la carrière B1 s'était vu accorder un congé pour travail à mi-temps pour des raisons médicales dont la CNPD a dû supporter les coûts. Pour pouvoir assurer le bon fonctionnement de son service, la CNPD s'est vu contrainte de recourir aux services d'un employé public de la carrière B1. Une dotation supplémentaire d'une hauteur de 27 255 € avait été autorisée

pour couvrir 5 mois de ce congé en 2017, alors que la CNPD ne peut pas profiter de la provision globale de l'État pour remplacements.

Concernant les autres charges, les frais d'honoraires, qui se composent essentiellement des frais de la fiduciaire qui tient la comptabilité et établit le bilan de l'établissement public, sont restés largement en-dessous des prévisions avec 9 479,33 €. En effet, la CNPD craignant l'affluence d'affaires en justice avait prévu une provision substantielle sur cet article. Après une augmentation au double de la moyenne en 2016 suite au recours à des avocats externes, les frais sont donc retournés au niveau de 2015.

Le montant des charges locatives pour le bâtiment administratif à Belval s'élevait à 12 262,33 € montant légèrement inférieur au montant de l'année précédente qui s'élevait à 13 876,16 €, et ce en raison d'épargnes faites au niveau de la consommation d'énergie et de frais de nettoyage.

Les frais de port et de télécommunications et autres charges générales d'exploitation ont connu une progression linéaire suivant l'augmentation du nombre de collaborateurs en activité.

Pour ce qui est des équipements et fournitures de bureau, les dépenses ont augmenté à nouveau de presque 100 % par rapport à 2016, année pendant laquelle les frais avaient diminué par rapport à 2015, année pendant laquelle la CNPD avait renouvelé une partie de ses équipements surannés (ordinateurs, écrans, imprimantes, serveurs et back-up). Avec 34 978,61 € elles sont certes supérieures aux coûts de 25 809,44 € de 2016, mais nettement inférieures à ceux de 56 789,63 € en 2015.

Les frais de déplacement et de séjour à l'étranger se chiffraient à 29 255,66 € ce qui constitue une nette baisse par rapport à l'année précédente pendant laquelle les coûts s'élevaient à 39 529,20 €. Or, les dépenses restent inférieures aux prévisions budgétaires. La différence s'explique par le fait que bien que le nombre de voyages de service augmentent, les collaborateurs préfèrent commencer leur séjour tôt le matin que la veille et qu'un nombre de réunions ont été réduites dans la durée. Le chiffre n'a toutefois aucunement tendance à diminuer dans le futur. Au contraire, les engagements de la CNPD à l'étranger ne feront qu'augmenter à l'avenir alors que non seulement le nombre de groupes de travail que la CNPD devra couvrir à l'étranger a tendance à augmenter. La cadence des réunions du groupe de l'article 29 et prochainement du Comité européen pour la protection des données va augmenter aussi. En effet, les frais de voyage, dans une large mesure incompressible, se rapportent à la participation des membres effectifs et des collaborateurs de la Commission nationale aux réunions, séances de travail et conférences organisées sur le plan européen dans le domaine de la protection des données, où l'autorité luxembourgeoise ne peut pas faire la politique de la chaise vide et se doit d'être représentée. Les frais de déplacement et de séjour pour les agents en formation externe sont également inclus dans cette somme.

Les frais de formation externe hors frais de déplacement et de séjour pour le personnel ont fortement augmenté pour atteindre 9 282,43 € en 2017, comparés à 3 440,80 € en 2016, ce qui constitue le triple des prévisions budgétaires sur cette position. Ces dépenses s'expliquent d'une part par des cours de langue luxembourgeoise organisés pour les nouveaux collaborateurs francophones en interne, et d'autre part par la formation spécialisée en matière de protection des données personnelles. Il est en effet à l'heure actuelle très difficile de trouver des collaborateurs qui maîtrisent tant les trois langues officielles du pays, que la matière de la protection des données personnelles. Afin de pouvoir s'associer du nouveau personnel et avancer dans les préparations pour l'entrée en vigueur du RGPD, il y a lieu de se décider pour une partie des compétences et enseigner l'autre. Les frais de formation vont évoluer davantage au cours des années à venir, étant donné que la CNPD apporte beaucoup d'attention à la formation de base, continue et linguistique de ses collaborateurs.

Les dépenses pour l'information du public et la communication s'élevaient à 23 846,85 € en 2017. Bien que ce montant dépassaient de plus de 10.000 € celui de l'année précédente avec 13 589,30 €, il reste à nouveau en-dessous des prévisions budgétaires de 40 000 €, alors que la CNPD n'a pas réussi de finir une partie de ses nouvelles brochures de sensibilisation avant la fin de l'année. Celles-ci figureront donc sur le budget de l'année 2018, année qui sera très chargée en termes de sensibilisation en vue de l'entrée en application des nouvelles règles en matière de protection des données personnelles.

En 2017 à nouveau, les dépenses pour la maintenance des systèmes et réseaux informatiques ont dépassé les prévisions du triple. Les dépenses s'élevaient à 76 657,81 € par rapport à 28 000 € prévues dans les prévisions budgétaires. Cette augmentation s'explique par deux facteurs. D'un côté, la CNPD, en prévision

de l'adoption d'une nouvelle structure de contrôle a posteriori sous le RGPD et par conséquent des nouvelles procédures de travail, a procédé à la modélisation de ses futures structures et processus internes et la mise en place subséquente de nouveaux outils de travail internes en vue de la digitalisation de la CNPD. D'autre part, elle a développé un outil d'appréciation du niveau de maturité des responsables de traitement en termes de protection des données personnelles ensemble avec le LIST. Les dépenses supplémentaires sur cette position proviennent essentiellement du développement des applications informatiques de part et d'autre. Alors qu'il a été décidé de basculer l'informatique entière de la CNPD vers le CTIE, le renouvellement des équipements informatiques a été effectué par le CTIE et ne figurera au budget qu'en 2018.

Les amortissements comptabilisés en 2017 atteignaient un montant total de 6 888,22 €, c'est-à-dire une somme équivalente à deux fois le montant de l'année précédente qui était de 3.093,55 €. Cette augmentation est essentiellement dû à l'acquisition de nouveau mobilier destiné à accueillir les nouveaux membres du personnel de la CNPD en 2018.

Recettes

Le montant des redevances perçues en application des articles 37 paragraphe (4), 13 paragraphe (3) et 14 paragraphe (4) de la loi s'élevaient à 178 318,51 € comparé à 158 075 € en 2016. Ce surplus constitue une augmentation de 12,80 % par rapport à l'année précédente et dépasse les prévisions budgétaires de 33,84 %. Par rapport à l'année précédente, les prévisions budgétaires avaient été ramenées au niveau de ce à quoi la CNPD pouvait légitimement s'attendre comparé aux recettes des années précédentes. Or, en prévision de l'entrée en application du RGPD, la CNPD témoigne un afflux des formalités préalables et par conséquent, d'une augmentation correspondante des recettes, qui ont toutefois vocation à disparaître à partir de mai 2018. Aucune recette de produits financiers (intérêts créditeurs) n'a pu être enregistrée pour l'année 2017.

Résultat d'exploitation

Compte tenu de la dotation annuelle de 2 499 338 €, dont la Commission nationale a bénéficiée en 2017 de la part de l'État en application de l'article 37 paragraphe (4) de la loi, le résultat d'exploitation de l'établissement public s'élève à 146 082,19 € au 31 décembre 2017.

Esch-sur-Alzette, le 25 avril 2018

La Commission nationale pour la protection des données,

Tine A. Larsen
Présidente

Thierry Lallemand
Membre effectif

Christophe Buschmann
Membre effectif

Le Conseil de Gouvernement a approuvé, dans sa séance du 6 juillet 2018, les comptes annuels de l'exercice 2017 de la Commission nationale pour la protection des données et a accordé la décharge à ses organes dirigeants conformément à l'article 37 paragraphe (3) de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Bilan

ACTIF	Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017	%	Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016	%
C. Actif immobilisé	37.348,56	3,28	6.285,49	0,66
I. Immobilisations incorporelles	11,00	0,00	1.836,73	0,19
2. Concessions, brevets, licences, marques, ainsi que droits et valeurs similaires s'ils ont été	11,00	0,00	1.836,73	0,19
a) acquis à titre onéreux, sans devoir figurer sous C.I.3	11,00	0,00	1.836,73	0,19
II. Immobilisations corporelles	37.337,56	3,28	4.448,76	0,47
3. Autres installations, outillage et mobilier	37.337,56	3,28	4.448,76	0,47
D. Actif circulant	1.102.544,76	96,72	942.191,54	99,34
II. Créances	113.837,62	9,99	89.832,65	9,47
4. Autres créances	113.837,62	9,99	89.832,65	9,47
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	113.837,62	9,99	89.832,65	9,47
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse	988.707,14	86,74	852.358,89	89,87
TOTAL DU BILAN (ACTIF)	1.139.893,32	100,00	948.477,03	100,00

Bilan

PASSIF	Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017	%	Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016	%
A. Capitaux propres	913.591,14	80,15	767.508,95	80,92
I. Capital	200.000,00	17,55	200.000,00	21,09
V. Résultats reportés	567.508,95	49,79	480.890,88	50,70
VI. Résultat de l'exercice	146.082,19	12,82	86.618,07	9,13
B. Provisions	25.000,00	2,19	25.000,00	2,64
3. Autres provisions	25.000,00	2,19	25.000,00	2,64
C. Dettes	201.302,18	17,66	155.968,08	16,44
2. Dettes envers des établissements de crédit	0,00	0,00	0,00	0,00
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Dettes sur achats et prestations de services	75.780,09	6,65	14.880,00	1,57
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	75.780,09	6,65	14.880,00	1,57
8. Autres dettes	125.522,09	11,01	141.088,08	14,88
a) Dettes fiscales	76.699,63	6,73	72.569,39	7,65
b) Dettes au titre de la sécurité sociale	48.822,46	4,28	68.518,69	7,22
TOTAL DU BILAN (CAPITAUX PROPRES ET PASSIF)	1.139.893,32	100,00	948.477,03	100,00

Compte de profits et pertes

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

	Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017	Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016	
			%
1. Chiffre d'affaires net	178.318,51	198.075,00	100,00
4. Autres produits d'exploitation	2.499.348,00	2.050.922,00	1.035,00
5. Matières premières et consommables et autres charges externes	-289.808,37	-208.327,62	-
a) Matières premières et consommables	-51.805,65	-33.076,72	-16,70
b) Autres charges externes	-238.002,72	-175.250,90	-88,48
6. Frais de personnel	-2.231.419,31	-1.947.860,40	-
a) Salaires et traitements	-2.100.290,55	-1.812.003,91	-
b) Charges sociales	-131.128,76	-135.856,49	-68,59
ii) autres charges sociales	-131.128,76	-135.856,49	-68,59
7. Corrections de valeur	-6.888,22	-3.093,55	-1,56
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	-6.888,22	-3.093,55	-1,56
8. Autres charges d'exploitation	-3.468,42	-3.148,67	-1,59
11 Autres intérêts et autres produits financiers	0,00	51,31	0,03
b) autres intérêts et produits financiers	0,00	51,31	0,03
16 Résultat après impôts sur le résultat	146.082,19	86.618,07	43,73
18 Résultat de l'exercice	146.082,19	86.618,07	43,73

Bilan

ACTIF DETAIL		Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017		Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016		
C. Actif immobilisé				%	%	%
I. Immobilisations incorporelles		37.348,56		3,28	6.285,49	0,66
		11,00		0,00	1.836,73	0,19
2. Concessions, brevets, licences, marques, ainsi que droits et valeurs similaires s'ils ont été		11,00		0,00	1.836,73	0,19
a) acquis à titre onéreux, sans devoir figurer sous C.I.3		11,00		0,00	1.836,73	0,19
21213010 Développement info., logiciels		81.340,77		7,14	81.340,77	8,58
21213019 Amort. Développement info., logiciels		-81.329,77		-7,13	-79.504,04	-8,38
II. Immobilisations corporelles		37.337,56		3,28	4.448,76	0,47
3. Autres installations, outillage et mobilier		37.337,56		3,28	4.448,76	0,47
22340000 Mobilier		110.853,13		9,72	72.901,84	7,69
22340009 Amort. mobiliers		-73.517,57		-6,45	-68.455,08	-7,22
22350200 Mat. de bureau		10.141,56		0,89	10.141,56	1,07
22350209 Amort. mat. de bureau		-10.139,56		-0,89	-10.139,56	-1,07
D. Actif circulant		1.102.544,76		96,72	942.191,54	99,34
II. Créances		113.837,62		9,99	89.832,65	9,47
4. Autres créances		113.837,62		9,99	89.832,65	9,47
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		113.837,62		9,99	89.832,65	9,47
42140500 Salaires nets		113.837,62		9,99	89.832,65	9,47
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse		988.707,14		86,74	852.358,89	89,87
51310100 BCEE LU840019155531614000		396.890,59		34,82	212.664,57	22,42
51310200 BCEE LU640019385566447000		757,95		0,07	757,95	0,08

ACTIF DETAIL	Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017		Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016	
		%		%
51310300 BCEE LU780019721290248000	504.809,82	44,29	604.813,32	63,77
51401000 CCPL LU311111205225700000	86.097,54	7,55	33.971,81	3,58
51600000 Caisse	151,24	0,01	151,24	0,02
TOTAL DU BILAN (ACTIF)	1.139.893,32	100,00	948.477,03	100,00

Bilan

	Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017	%	Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016	%
PASSIF DÉTAIL				
A. Capitaux propres		80,15	767.508,95	80,92
I. Capital	913.591,14	17,55	200.000,00	21,09
10420000 Sociétés de personnes	200.000,00	17,55	200.000,00	21,09
V. Résultats reportés	567.508,95	49,79	480.890,88	50,70
14100000 Résultats reportés	567.508,95	49,79	480.890,88	50,70
VI. Résultat de l'exercice	146.082,19	12,82	86.618,07	9,13
B. Provisions	25.000,00	2,19	25.000,00	2,64
3. Autres provisions	25.000,00	2,19	25.000,00	2,64
18830100 Provisions pour litiges	25.000,00	2,19	25.000,00	2,64
C. Dettes	201.302,18	17,66	155.968,08	16,44
2. Dettes envers des établissements de crédit	0,00	0,00	0,00	0,00
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Dettes sur achats et prestations de services	75.780,09	6,65	14.880,00	1,57
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	75.780,09	6,65	14.880,00	1,57
44111000 Fournisseurs	64.489,80	5,66	10.200,00	1,08
44112000 Fournisseurs-Factures non parvenues	11.290,29	0,99	4.680,00	0,49
8. Autres dettes	125.522,09	11,01	141.088,08	14,88
a) Dettes fiscales	76.699,63	6,73	72.569,39	7,65
46124000 Retenue d'impôt sur salaires	76.574,55	6,72	72.428,70	7,64
46141810 Tva simplifié non déductible	125,08	0,01	140,69	0,01
b) Dettes au titre de la sécurité sociale	48.822,46	4,28	68.518,69	7,22

46210100 Centre d affiliation	48.822,46	4,28	43.965,41	4,64
46210200 Fond des pensions	0,00	0,00	24.553,28	2,59
TOTAL DU BILAN (CAPITAUX PROPRES ET PASSIF)	1.139.893,32	100,00	948.477,03	100,00

Compte de profits et pertes

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DÉTAIL		Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017		Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016	
			%		%
1. Chiffre d'affaires net		178.318,51	100,00	198.075,00	100,00
70601000 Redevances notifications		178.318,51	100,00	158.075,00	79,81
70602000 Projet de recherche en partenariat avec UNI.lu		0,00	0,00	40.000,00	20,19
4. Autres produits d'exploitation		2.499.348,00	1.401,	2.050.922,00	1.035,00
74801000 Dotations au budget		2.499.348,00	1.401,	2.050.922,00	1.035,00
5. Matières premières et consommables et autres charges externes		-289.808,37	-	-208.327,62	-
a) Matières premières et consommables		-51.805,65	-29,05	-33.076,72	-16,70
60320100 Entretien locaux prof.		-18.663,51	-10,47	-15.318,36	-7,73
60350000 Fournitures de bureau		-33.142,14	-18,59	-17.758,36	-8,97
b) Autres charges externes		-238.002,72	-	-175.250,90	-88,48
61112000 Loyer bâtiments		-720,00	-0,40	-720,00	-0,36
61130000 Charges locatives et de copropriété		-11.542,33	-6,47	-13.159,16	-6,64
61221020 Gestion des syst. & rés.		-11.605,81	-6,51	-15.793,28	-7,97
61221030 Maint. software		-65.052,00	-36,48	0,00	0,00
61320000 Traitement informatique		-1.836,47	-1,03	-8.051,08	-4,06
61333000 Frais de compte		-423,40	-0,24	-193,30	-0,10
61341000 Honoraires juridiques		0,00	0,00	-12.870,00	-6,50
61342010 Frais de comptabilité		-9.479,33	-5,32	-9.614,95	-4,85
61460000 Assurance responsabilité civile		-5.187,90	-2,91	-4.966,54	-2,51
61511010 Pub. et inf. du public		-23.846,85	-13,37	-13.589,30	-6,86
61511030 Frais de comm./publicat.		-3.660,58	-2,05	-5.861,35	-2,96

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DÉTAIL	Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017		Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016	
		%		%
61521201 Frais voyages & déplac.	-29.255,66	-16,41	-39.529,50	-19,96
61521202 Frais de repas	-23.881,00	-13,39	-22.525,00	-11,37
61524010 Boissons et denrées al.	-20.437,60	-11,46	-6.029,21	-3,04
61531000 Timbres	-5.745,08	-3,22	-8.461,56	-4,27
61532000 Téléphone et frais de télécommunication	-7.200,94	-4,04	-6.041,45	-3,05
61811010 Documentation générale	-3.828,14	-2,15	-2.209,89	-1,12
61811020 Abonnements journaux	-5.017,20	-2,81	-2.194,53	-1,11
61820100 Frais de formation	-9.282,43	-5,21	-3.440,80	-1,74
6. Frais de personnel	-2.231.419,31	-	-1.947.860,40	-
a) Salaires et traitements	-2.100.290,55	-	-1.812.003,91	-
62111010 Rémunérations brutes	-1.857.765,57	-	-1.636.610,55	-
62111020 Indemnités suppléants	-947,74	-0,53	-971,10	-0,49
62112800 Autres suppléments	-91.721,38	-51,44	-49.465,86	-24,97
62114000 Gratifications, primes et commissions	-149.855,86	-84,04	-124.956,40	-63,09
b) Charges sociales	-131.128,76	-73,54	-135.856,49	-68,59
ii) autres charges sociales	-131.128,76	-73,54	-135.856,49	-68,59
62311000 Caisse Nationale de Santé	-55.018,91	-30,85	-47.964,41	-24,22
62312000 Caisse Nationale d'Assurance-Pension	-55.514,29	-31,13	-44.082,51	-22,26
62318000 Cotisations patronales complémentaires	0,00	0,00	-25.831,23	-13,04
62318010 Mutualité	-820,19	-0,46	-788,85	-0,40
62320000 Assurance accidents du travail	-19.590,83	-10,99	-16.993,33	-8,58
62330000 Service de santé au travail	-184,54	-0,10	-196,16	-0,10

COMPTE DE PROFITS ET PERTES DÉTAIL			
	Exercice du 01/01/2017 au 31/12/2017	Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016	
			%
7. Corrections de valeur	-6.888,22	-3.093,55	-1,56
a) sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	-6.888,22	-3.093,55	-1,56
63330000 Autres inst., out., mob. et mat. roulant	-6.888,22	-3.093,55	-1,56
8. Autres charges d'exploitation	-3.468,42	-3.148,67	-1,59
64621000 Tva simplifié non déductible	-125,08	4,83	0,00
64680100 Impôts allocat. de repas	-3.343,34	-3.153,50	-1,59
11 Autres intérêts et autres produits financiers	0,00	51,31	0,03
b) autres intérêts et produits financiers	0,00	51,31	0,03
75521000 Intérêts sur comptes courants	0,00	51,31	0,03
16 Résultat après impôts sur le résultat	146.082,19	86.618,07	43,73
18 Résultat de l'exercice	146.082,19	86.618,07	43,73

COMMISSION NATIONALE POUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Siège : L-4361 Esch-sur-Alzette
Bureaux : L-4361 Esch-sur-Alzette 1, avenue du Rock'n'Roll

ANNEXES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

(Montants en Euros)

1. Généralités

La Commission nationale pour la protection des données, constituée sous la forme d'un établissement public, est une autorité indépendante instaurée par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Elle est chargée de contrôler et de vérifier la légalité des traitements des données à caractère personnel et doit assurer le respect des libertés et droits fondamentaux des personnes en matière de protection des données.

Tous les ans, la Commission nationale rend compte, dans son rapport écrit aux membres du Gouvernement en conseil, de l'exécution de ses missions. Dans ce rapport, elle relève plus particulièrement l'état des notifications et des autorisations, les déficiences ou abus qui ne sont pas spécifiquement visés par les dispositions légales, réglementaires et administratives existantes.

Elle publiera son rapport annuel. Le rapport est avisé par la commission consultative des droits de l'homme, organe consultatif du gouvernement en matière de droits de l'homme sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg dont la composition et les attributions sont déterminées par règlement grand-ducal.

L'exercice financier de la Commission nationale coïncide avec l'année civile. Avant le 31 mars de chaque année, la Commission nationale arrête son compte d'exploitation de l'exercice précédent, ensemble avec son rapport de gestion. Avant le 30 septembre de chaque exercice, la Commission nationale arrête le budget pour l'exercice à venir. Le budget, les comptes annuels et les rapports arrêtés sont transmis au Gouvernement en conseil qui décide de la décharge à donner à la Commission nationale. La décision constatant la décharge accordée à la Commission nationale ainsi que les comptes annuels de la Commission nationale sont publiés au Mémorial.

2. Principes, règles et méthodes comptables

La Commission nationale tient ses livres en euros (EUR) et les comptes annuels ont été préparés en accord avec les principes comptables généralement admis au Luxembourg et en utilisant notamment les règles d'évaluation suivantes :

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie estimée soit :

Matériel informatique : 3 ans

Matériel de bureau : 4 ans

Mobilier de bureau : 8 ans

b) Conversion des devises

Les transactions en devises durant l'année sont enregistrées au cours du jour de la transaction. Pour les avoirs en banques, les montants en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture. Pour les avances, les créances et les dettes, les bénéfices et les pertes de change réalisés et les pertes de change non réalisées sont enregistrés au compte de profits et pertes. Les autres éléments sont tenus au cours de change historique.

3. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les mouvements des immobilisations corporelles survenus au cours de la période se résument comme suit :

	2017	2016
Prix d'acquisition		
- au début de l'exercice	164.384,17	164.384,17
- acquisitions nettes au cours de l'exercice	37.951,29	0,00
- retraits de l'exercice	0,00	0,00
Prix d'acquisition à la fin de l'exercice	202.335,46	164.384,17
Corrections de valeur		
- au début de l'exercice	158.098,68	155.005,13
- de l'exercice	6.888,22	3.093,55
- annulées	0,00	0,00
Corrections de valeur cumulées	164.986,90	158.098,68
Valeur nette à la fin de l'exercice	37.348,56	6.285,49

4. Autres créances

Les autres créances se composent comme suit :

	2017	2016
Rémunérations payées d'avance	113.837,62	89.832,65

5. Avoirs en banque

Ce poste se subdivise comme suit :

	2017	2016
CCPL	86.097,54	33.971,81
BCEE	902.458,36	818.235,84
Caisse	151,24	151,24

6. Fonds propres

Au moment de sa création, la Commission nationale a bénéficié d'une dotation initiale de deux cent mille euros (200.000,00 EUR) à charge du budget de l'État. L'État met à sa disposition les biens mobiliers et immobiliers nécessaires au bon fonctionnement et à l'exercice de ses missions.

La Commission nationale est autorisée à prélever la contrepartie de ses frais du personnel en service et de ses frais de fonctionnement par la redevance à percevoir telle que prévue à l'article 13 de la présente loi. Pour le solde des frais restant à couvrir dans le cadre de ses missions conférées par la présente loi, la Commission nationale bénéficiera d'une dotation d'un montant à déterminer sur une base annuelle et à inscrire au budget de l'État.

7. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont pour but de valoriser le risque lié à des recours en justice pour dossiers litigieux. Ainsi, lors de la séance de délibération du 15 décembre 2006 la Commission nationale a décidé d'estimer le montant de l'enjeu de tels litiges y compris les frais de justice à 96.000,00 EUR. En 2017, le risque a été évalué au même niveau que l'année dernière à savoir 25.000,00 EUR.

8. Dettes

Les dettes figurent avec leur valeur nominale et sont ventilées comme suit :

	2017	2016
Fournisseurs et charges à payer	75.780,09	14.880,00
Centre d'affiliation	48.822,46	43.965,41
Fond des pensions	0,00	24.553,28
Impôts sur rémunération	76.574,55	72.428,70
Tva simplifié non déductible	125,08	140,69

ATTESTATION

Par la présente, nous attestons les comptes de la Commission Nationale pour la Protection des Données, ayant son siège à L-4361 Esch-sur-Alzette, 1, Avenue du Rock'n'Roll au 31/12/2017.

Nous avons constaté que les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 dont la somme bilantaire s'élève à 1.139.893,32 EUR et le résultat de l'exercice à un bénéfice de 146.082,19 EUR, sont en concordance avec la comptabilité et les pièces comptables qui nous ont été soumises. Les normes et règles comptables ont été respectées, y compris au niveau du provisionnement des risques.

Par ailleurs le rapport de gestion de la Commission nationale reflète fidèlement les faits marquants de l'exercice et est conforme aux écritures comptables.

Luxembourg, le 25 avril 2018.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg S.A. :

Jean-Paul FRANK

